



**ENQUÊTE SUR UN GÉNOCIDE**

**GERARD DE VILLIERS**

## CHAPITRE II

Frank Capistrano était installé à une table un peu à l'écart, juste à côté des immenses baies vitrées donnant sur le Potomac. Le restaurant du Kennedy Memorial Center était bourré, un soleil radieux brillait sur Washington et, en ce premier mois de juin du troisième millénaire, la vie semblait radieuse. Dès que le *Special Advisor for National Security* de la Maison-Blanche aperçut Malko en train de se frayer un chemin entre les tables, il agita sa main prolongée par un de ses inévitables cigares pour signaler sa présence.

Malko, qui l'avait déjà repéré, se disait qu'il ressemblait toujours autant à un *capo mafioso*, avec son abondante chevelure noire, ses traits lourds, ses yeux rusés et son costume à rayures sombres. Et, en sus, une chevalière à la main gauche, ornée d'un gros brillant. Il tranchait nettement sur les bourgeois endimanchés de Virginie et du Maryland qui caquetaient à toutes les tables. Et pourtant, c'était un des conseillers les plus écoutés de la Maison-Blanche, respecté et brillant, qui avait déjà eu l'oreille de trois présidents successifs. Un homme de Renseignement. D'abord, à la Central Intelligence Agency, où il avait créé en 1988 le Département antiterroriste, ensuite à la Maison-Blanche, où il gérait les opérations les plus secrètes, celles ordonnées directement par un *finding* du président des États-Unis, c'est-à-dire un ordre confidentiel auquel toutes les agences fédérales devaient obéir.

Lève-tôt, il se levait tous les jours à 5 h 45 pour être une demi-heure plus tard à son bureau situé dans le coin nord-ouest de l'aile ouest de la Maison-Blanche. Juste à l'opposé de l'*oval room* du président, là où Bill Clinton s'était longuement ébattu avec la pulpeuse Monica Lewinski.

Frank Capistrano se leva pour accueillir Malko, lui écrasant les phalanges dans son énorme patte couverte de longs poils noirs.

— *Welcome ! Welcome, Malko ! Happy to see you again !* Vous avez fait bon voyage ?

Malko remarqua qu'il avait déjà liquidé l'assiette de canapés. Toujours son appétit pantagruélique. Lorsqu'il déjeunait dans son bureau, il commandait six hamburgers d'un coup... Il se rassit et

ralluma son cigare avec un Zippo siglé White House qu'il reposa sur la table.

— *Uneventful* ! [8] fit Malko avec un sourire, en s'asseyant à son tour.

Le voyage Vienne-Washington représentait quand même quelques heures de vol, mais on ne déclinait pas une invitation de Frank Capistrano. Les deux hommes se connaissaient depuis 1997. Ils s'étaient rencontrés à Islamabad, au Pakistan, lors de l'affaire du vol 800 [9]. Lorsque Frank Capistrano intervenait quelque part, c'est que la sécurité des États-Unis était en jeu...

Une serveuse surgit avec les menus. Ils choisirent rapidement – New York steak et *Caesar salad*, arrosés d'un Château Malescot Saint-Exupéry, un Margaux 1988, et Frank Capistrano plongea ses petits yeux perçants dans ceux de Malko.

— Avez-vous déjà entendu parler du meurtre du président rwandais, Juvénal Habyarimana ? demanda-t-il abruptement.

Avec lui, on entrait directement dans le vif du sujet.

— Oui, vaguement, fit Malko, c'était en 94 ou 95. Son avion a été abattu par un missile sol-air.

— Bingo ! fit simplement Frank Capistrano de sa grosse voix rugueuse. C'était le 6 avril 1994, vers 20 h 20. Le Falcon 50 présidentiel d'Habyarimana, alors président du Rwanda, a été abattu par un missile sol-air SAM-16 *Gimlet*, alors qu'il se trouvait en approche finale sur l'aéroport de Kanombé. Un second missile a été tiré, mais a raté l'avion. Il n'y a eu aucun survivant parmi les neuf passagers, dont le président du Rwanda et celui du Burundi, Cyprien Ntaryamira, et les trois membres d'équipage français.

Il tordit un peu sa bouche en un rictus cynique.

— En plus, l'avion s'est écrasé dans le jardin de la résidence d'Habyarimana... Livré à domicile.

— Je me souviens, compléta Malko. Cet avion arrivait de Dar Es-Salaam, en Tanzanie, où ces présidents s'étaient réunis pour une conférence régionale destinée à entériner les accords d'Arusha établissant un pouvoir partagé entre les Hutus et les Tutsis du Rwanda, et à négocier le même genre d'accord pour le Burundi.

— Vous êtes un puits de science, reconnut Frank Capistrano avec un zeste d'ironie.

Le serveur arrivait avec le Château Saint-Exupéry que Frank Capistrano goûta religieusement.

— J’ai déjà travaillé dans la région, il y a longtemps, précisa Malko. C’est la raison pour laquelle je connais un peu ces problèmes.

Une de ses premières missions s’était déroulée au Burundi [10] et, depuis, les problèmes entre Hutus et Tutsis lui étaient familiers. En gros, la situation était simple : Burundi et Rwanda – anciennes colonies allemandes – étaient peuplés de deux ethnies qui se haïssaient, bien que parlant la même langue, pratiquant la même religion et se mariant parfois entre eux.

Les Hutus, environ soixante-dix pour cent de la population, de lointaine origine bantoue, étaient plutôt petits avec des traits épais et cultivaient la terre. Les Tutsis, venus probablement du Nil, beaucoup plus au nord, élancés, très minces, étaient des pasteurs.

Les Belges ayant succédé aux Allemands après 1918 avaient systématiquement donné l’avantage aux Tutsis qui en avaient profité, accaparant la direction politique du pays. Tout s’était déroulé cahin-caha jusqu’en 1959, les Hutus pourtant majoritaires ravalant leur rancœur. Puis, en 1959, un obscur colonel belge un peu allumé qui se prenait pour Lawrence d’Arabie, Guy Logiest, dépêché par Bruxelles pour enrayer des troubles, avait mis le feu aux poudres. Au début de 1960, il avait déclenché un véritable coup d’État au Rwanda, en décrétant le remplacement des chefs tutsis par des dirigeants hutus !

Les Hutus, majoritaires, gagnèrent évidemment les élections suivantes, élirent un président hutu, Grégoire Kayibanda, et, dès l’indépendance du pays, proclamée en 1962, entreprirent de prendre leur revanche sur les Tutsis. Depuis, l’histoire des Tutsis rwandais n’avait été qu’une longue suite de massacres, culminant avec le génocide de 1994.

1960, 1961, 1962, 1963, 1970, 1990, 1993, jusqu’au bouquet final des huit cent mille Tutsis liquidés en trois mois, d’avril à juillet 1994. À chaque vague de massacres, des dizaines de milliers de Tutsis prenaient le chemin de l’exil : Ouganda, Burundi, où les Tutsis avaient le pouvoir, Congo, Tanzanie.

Depuis juillet 1994, les Tutsis avaient enfin repris le pouvoir au Rwanda, grâce à l’Armée patriotique rwandaise, formée de Tutsis émigrés en Ouganda, à la tête de laquelle se trouvait Paul Kagamé, qui avait envahi le nord du pays, puis battu les Forces armées rwandaises et chassé du pouvoir les Hutus responsables du génocide.

La serveuse apporta la *Caesar salad*.

— *Enjoy your lunch !* [11] lança Frank Capistrano, à qui même un génocide ne coupait pas l'appétit.

Il attendit que la serveuse se soit éloignée pour dire à voix basse :

— Vous devez vous demander pourquoi je vous ai fait traverser l'Atlantique pour vous parler d'une histoire vieille de six ans...

— Vous allez sûrement me le dire, sourit Malko.

Le Malescot Saint-Exupéry était délicieux. Frank Capistrano nettoya sa salade en une poignée de secondes, vida son verre et souffla :

— Personne ne parlait plus de cette histoire jusqu'à une date récente, dit-il.

— À qui avait-on attribué l'attentat ?

L'Américain fit la moue, tira sur son cigare après l'avoir rallumé à la flamme puissante de son Zippo, et sortit un dossier de sa serviette.

— Voici le rapport de l'Agence [12] établi en mai 1994 avec la collaboration des services belges. Il attribue l'attentat aux Hutus extrémistes qui préparaient le génocide, ceux qu'on appelait l'*Akazu* [13], des proches d'Habyarimana, dont faisait partie sa propre femme.

Malko leva les sourcils :

— Ça n'affaiblit pas cette hypothèse ?

Frank Capistrano eut un hennissement joyeux en attaquant son New York steak.

— Jamais entendu parler du « divorce mexicain » ? Ça se pratique beaucoup en Californie. On donne la photo du mari et deux mille dollars à un tueur mexicain qui se charge de fabriquer une veuve... Ça peut *aussi* marcher avec un missile.

Voilà un homme qui ne nourrissait guère d'illusions sur l'espèce humaine.

Frank Capistrano avala une énorme bouchée de viande rouge et agita sa fourchette.

— Je plaisantais ! Si c'était l'*Akazu*, Mme Habyarimana n'était probablement pas au courant. Mais reprenez le contexte politique d'avril 94. *Théoriquement*, Habyarimana revenait de Dar Es-Salaam avec l'intention d'appliquer enfin les accords d'Arusha. C'est-à-dire de partager le pouvoir hutu avec les Tutsis. L'horreur absolue pour les extrémistes hutus, ceux qui préparaient le génocide ouvertement depuis plusieurs mois, afin de régler définitivement le problème. La *solution finale*, ça ne vous rappelle rien ?



— Si, bien sûr.

— Eh bien, ils n'ont pas été loin de réussir. Habyarimana représentait un risque pour ces extrémistes hutus. Ils l'auraient donc supprimé. Sans état d'âme.

— Cette hypothèse est crédible ?

— Oui. Tenez, voilà les éléments opérationnels.

Il ouvrit le dossier, étalant sur la table une carte enrichie de nombreuses annotations qu'il commenta à Malko.

— Voici le plan de la zone où a eu lieu l'attentat. À gauche, l'unique piste de l'aéroport de Kanombé, orientée est-ouest à  $200^{\circ}$ . L'altitude du *runway* est de 4800 pieds. Les appareils qui se posent sur cet aéroport ont deux procédures d'approche. S'ils arrivent d'une autre direction que l'est, ils passent d'abord au-dessus de l'aéroport pour se caler sur son VOR [14]. De là, ils repartent au cap  $103^{\circ}$  – plein est – à une altitude de 11 000 pieds, en perdant de l'altitude afin d'arriver à une balise LIMA OSCAR située à 7,9 milles nautiques du VOR. Ensuite, ils tournent à droite. Au-dessus de LIMA OSCAR, ils ne doivent plus être qu'à 11 000 pieds. Là, ils tournent à droite pour se remettre dans l'axe de la piste à  $200^{\circ}$  et descendent doucement, à un angle de descente de  $3^{\circ}$  environ.

— Qu'est-ce que représentent 7,9 milles nautiques ? interrogea Malko.

— Environ quatorze kilomètres. Vous avez suivi ?

— Tout à fait.

— *Good*. Le 6 avril, le Falcon 50 de Juvénal Habyarimana arrivait de Dar Es-Salaam, donc de l'est. Il a suivi la procédure simplifiée, sans se caler d'abord sur le VOR, en passant seulement au-dessus de la balise LIMA OSCAR à l'altitude de 11 000 pieds pour continuer sa descente en pente douce jusqu'au début du *runway*.

Frank Capistrano posa l'index sur un point légèrement au sud de la ligne imaginaire allant de LIMA OSCAR au début de la piste.

— Voici la colline de Masaka. Elle se trouve environ à trois milles nautiques du début de la piste. De son flanc nord, on voit défiler tous les avions qui se posent. Ils se trouvent alors à une altitude de 4000 pieds par rapport à la piste, mais pas à plus de 3000 pieds par rapport au sommet de la colline. La distance de la trajectoire de l'avion au flanc de la colline est d'environ mille mètres.

— Donc, conclut Malko, le 6 avril vers 20 h 18, le Falcon 50 d'Habyarimana passe devant la colline de Masaka, venant de l'est, à

une distance de mille mètres, se déplaçant vers l'ouest. À quelle vitesse ?

— Environ 250 km/h. L'enquête a établi que les deux missiles ont été tirés du flanc de la colline, une zone couverte de végétation dense prolongeant la Ferme, une coopérative agricole occupée pendant la journée par des expatriés français. Un SAM-16 ayant une portée de trois mille mètres, l'appareil ne pouvant se livrer à aucune manœuvre d'évitement, le Falcon 50 était un « *sitting duck* » [15]. Touché par un des deux missiles – l'autre s'étant perdu dans la nature –, il s'est écrasé deux minutes plus tard, au nord de la piste, dans le jardin de la résidence présidentielle.

— Je vois, dit Malko.

— Maintenant, reprit le *Special Advisor* de la Maison-Blanche, l'environnement opérationnel. D'abord, le tir. Il fallait des gens *très* entraînés. Il faisait nuit et la fenêtre de tir durait moins d'une minute. Les tireurs n'avaient pas pu se préparer, l'appareil arrivant *directement* de l'est. Or, le SAM-16 a une particularité. Son système d'acquisition d'objectif se décompose en *deux* temps. D'abord, un sifflement qui indique que le système infrarouge du missile a « accroché » la cible. Mais c'est trop tôt pour tirer. Il faut attendre que le sifflement devienne plus aigu, signalant que la cible est réellement « verrouillée ». Il faut des nerfs solides, surtout quand on n'a que quelques secondes pour tirer.

— S'il faisait nuit noire, remarqua Malko, comment les tireurs ont-ils su qu'il s'agissait bien de l'appareil d'Habyarimana ?

— Bonne question, approuva Frank Capistrano. Je pense qu'ils devaient avoir un complice dans la tour de contrôle ou une radio pour capter les communications entre la tour de contrôle et le Falcon 50. Afin d'éviter une erreur. Un Hercules de l'armée belge suivait à quelques minutes. Il leur a fallu également un complice à Dar Es-Salaam, les prévenant du décollage de l'appareil.

— Et comment se sont-ils exfiltrés ? demanda Malko. Ils avaient un véhicule ?

— Nous n'en savons rien, avoua l'Américain.

Il passa à la carte suivante.

— Voici la situation militaire au soir du 6 avril 1994. Il y a eu un cessez-le-feu entre les FAR gouvernementales et l'APR tutsie commandée par Paul Kagamé. En gros, les troupes de l'APR se trouvent à quarante kilomètres au nord de Kigali qu'elles

n'occuperont qu'en juillet, trois mois plus tard. Elles ont en ville un détachement de six cents hommes, installés au CND [16], cerné par la Minuar et les FAR. La colline de Masaka se trouve à une dizaine de kilomètres à l'est de ce détachement. Kigali, à l'époque, était patrouillée par les FAR qui établissaient de nombreux barrages. Leur camp principal – Kanombé – se trouvait entre l'aéroport et Masaka. Voilà. Qu'en pensez-vous ?

— *Quid* des missiles et des tireurs ?

— Les FAR ont retrouvé deux étuis de SAM-16, le 25 avril, non loin de la Ferme. Quant aux tireurs, on ne sait rien d'eux, ni comment ils ont gagné la colline. À notre connaissance, les FAR ne possédaient pas de SAM-16, l'APR n'ayant pas de force aérienne. Par contre, les Français leur avaient donné quinze Mistral, missiles sol-air montés sur véhicule. Voilà l'essentiel de ce rapport.

— À première vue, cet attentat semble l'oeuvre d'extrémistes hutus, fit prudemment Malko, ou d'un « grand » Service, mais pas des Africains. En Afrique, tout finit par se savoir.

Frank Capistrano se pencha sur la table.

— Qui ? Les Français ? Impensable ! Leur président, François Mitterrand, avait mis l'armée française à la disposition d'Habyarimana ! Les Brits ne se sont jamais intéressés au Rwanda, les Allemands encore moins. On a pensé aux Belges, mais ils n'avaient aucun intérêt à foutre la merde. Le Rwanda n'intéresse personne. C'est grand comme un placard, sans aucune richesse naturelle à part un peu de thé et de café, avec des millions de pauvres bougres qui grattent la terre comme des fourmis et ignorent que le Moyen Âge est terminé. Seulement 5% de la population possède l'électricité.

— Et la *Company* ? demanda perfidement Malko.

— Nous n'étions pas impliqués au Rwanda, à l'époque, affirma Frank Capistrano. Notre ambassade était en sommeil, comme la station de Kigali. Les Hutus et les Français nous détestaient, sachant que Paul Kagamé était soutenu par l'Ouganda, qui lui est une de nos bases en Afrique.

— Kagamé dirigeait les services spéciaux de Museveni, le président ougandais, releva Malko.

— Exact. Comme beaucoup de Tutsis chassés de leur pays, il s'était intégré à l'Ouganda.

— Il n'y a pas eu d'autres hypothèses pour cet attentat ?



— Si, bien sûr. Les Hutus ont accusé le FPR de Kagamé d'avoir agi *via* le contingent de l'APR stationné à Kigali. Mais, coïncidence fâcheuse, le génocide a commencé le 7 avril, le lendemain de l'attentat. Les Hutus ont prétendu que le peuple se vengeait de la mort du président Habyarimana assassiné par les Tutsis.

Malko s'attaqua à son New York steak, soucieux. Quelque chose lui échappait. D'habitude, Frank Capistrano était plus direct. Ce dernier fit disparaître son steak en un clin d'oeil et se pencha vers Malko, avec un sourire complice.

— Vous vous demandez ce que vous faites là, hein ?

— Tout à fait.

— Eh bien, il y a une raison. Ou plutôt *deux*.

Il ralluma son cigare pour la troisième fois avec le Zippo qui semblait minuscule dans sa main énorme, se versa un plein verre de bordeaux et se pencha à travers la table.

— Depuis sa victoire sur les Hutus, en 1994, Paul Kagamé a eu quelques problèmes avec ses troupes. Des défecteurs, en désaccord avec lui. L'un d'eux s'appelle Jean-Pierre Mugabé et vit désormais à Washington, où il est consultant. Il y a quelques semaines, il a lancé sur Internet un véritable brûlot assez bien documenté, accusant Paul Kagamé d'avoir organisé l'attentat du 6 avril 1994 !

— On l'a cru ? interrogea Malko, essayant de terminer son New York steak à marche forcée.

Frank Capistrano fît la moue.

— On se pose des questions. J'ai interrogé Langley qui m'a juré que Mugabé était un zozo et qu'il n'y avait rien de nouveau sur cette affaire. Kagamé a démenti avec indignation, soulignant que non seulement les Hutus avaient « génocidé » les Tutsis, mais qu'ils voulaient maintenant leur faire porter le poids de leurs propres crimes.

Fin du premier épisode.

Malko prit le temps de goûter au Malescot Saint-Exupéry.

— Et ensuite ?

— Vous savez qu'en ce moment, une quarantaine de Hutus génocidaires sont emprisonnés à Arusha, en Tanzanie, en attente de jugement devant le Tribunal pénal international pour le massacre de 1994. Leurs avocats ont lu le brûlot de Mugabé et cela leur a donné des idées. Espérant diminuer la responsabilité pourtant écrasante de leurs clients, qui ont du sang jusqu'aux épaules, ils ont réclamé

— Nairobi est plein de voyous prêts à vous détrousser pour mille shillings, soupira l'Américain. Personne ne sort plus le soir. Alors, où en est votre enquête ?

— Terminée, affirma Malko. J'ai vu le major Émile Gatabazi. Très sympathique. Il m'a confirmé ce que vous m'aviez dit. Lizindé n'était pas recommandable.

— Et vous avez rencontré sa maîtresse aussi, non ?

— Absolument ! Mais elle ne m'a rien appris. Sinon une vue sur un décolleté éblouissant. Le colonel Lizindé avait bon goût.

Ils échangèrent un sourire complice. Le chef de station de la CIA paraissait encore plus visiblement soulagé.

Ce qui confirma les soupçons de Malko...

— Vous repartez en Europe ? demanda l'Américain.

— Non, à Arusha. Je vais quand même rencontrer l'avocate qui avait demandé l'audition du colonel Lizindé. Pour boucler le dossier. Comme ça, j'irai faire un tour dans le Serengeti.

— Excellente idée ! J'aimerais bien vous accompagner, approuva chaleureusement Mark Spencer. Faites-moi signe dès que vous repasserez par ici.

Il prit la peine de raccompagner Malko jusqu'au rez-de-chaussée, l'abandonnant ensuite au Marine qui l'escorta jusqu'à la sortie. Malko n'avait plus que deux rendez-vous avant son départ le lendemain matin pour Arusha : la veuve du colonel Lizindé et Priscilla. À condition qu'elle se soit débarrassée de son guerrier masai.

\*

\* \*

Cyrié Lizindé était toujours aussi digne, vêtue de la même robe d'intérieur. À côté de la carafe de thé glacé posée sur la table se trouvait une enveloppe. Avant même que Malko ait le temps d'ouvrir la bouche, elle laissa tomber :

— Vous aussi, on a essayé de vous tuer ! Ce sont les mêmes.

Malko s'assit sans oser lui dire le contraire. Tous les journaux du jour étaient étalés sur la table basse, avec les détails et les photos de l'attaque dont il avait été l'objet.

— C'est très possible, reconnut-il.

— J'en suis sûre, renchérit la veuve du colonel. C'est la raison pour laquelle je vous ai appelé.

— J’y suis sensible, répliqua Malko.

Elle eut un sourire serein.

— Lorsque vous êtes venu me voir hier, je ne savais pas bien qui vous étiez. Ce pouvait être un piège. Ils sont très malins. Désormais, je sais que vous effectuez vraiment une enquête. Alors, je veux vous aider.

Le poulx de Malko commença à grimper sérieusement.

— Comment ?

Elle prit l’enveloppe marron et la lui tendit.

— En vous remettant ce document. Charles devait l’emporter à Arusha. Il était dans un coffre de banque, jusqu’alors. Vous pouvez le regarder.

Malko ouvrit l’enveloppe. Elle ne contenait qu’une feuille blanche couverte d’inscriptions.

I. 9-M 322 1 01

04-87

04835

C

LOD COMP

3-M 519-2

3555 406

II. 9 M 322 1 01

04-87

04814

9 M 3131

04-87

048 14

C

LOD COMP

9 M 519-2

5495107

— Qu’est-ce que c’est ? demanda-t-il après avoir lu.

— Les numéros des deux missiles SAM-16 Gimlet utilisés pour abattre l’avion du président Habyarimana, fit simplement Cyrié Lizindé.

Malko regarda les colonnes de chiffres, abasourdi.

— Comment votre mari a-t-il obtenu cette information ?

— Ce sont des missiles sortis des stocks de l'armée ougandaise pour être mis à la disposition du FPR. C'est mon mari qui s'occupait de l'équipement militaire du FPR.

— C'est lui qui a organisé cet attentat ?

Elle secoua la tête.

— Non, mais il savait ce qui s'est passé. Il s'était toujours tu, mais je pense que la façon dont Paul Kagamé l'a traité l'avait fait réfléchir. Ce sont des missiles de fabrication russe qui avaient été livrés à l'Irak. Ils font partie d'un lot saisi par les troupes américaines durant la guerre du Golfe. Remis ensuite à leurs alliés ougandais. Ceux-ci en ont donné à l'APR pour lutter contre les avions et les hélicos du gouvernement Habyarimana.

— Qui est au courant de ces numéros ? demanda-t-il.

— Personne, je crois. Faites-en bon usage.

— Merci, fit Malko en remettant la feuille dans l'enveloppe.

Il imaginait la tête de Frank Capistrano en apprenant que les missiles utilisés pour l'attentat avaient transité par les États-Unis. Et avaient très probablement été remis aux Ougandais par la CIA... Voilà qui levait un coin du voile sur l'embarras de la *Company*.

— Faites attention de ne pas vous le faire voler, recommanda Cyrié Lizindé. Et ne dites *jamais* qui vous les a remis. On me tuerait.

— Comptez sur moi, promit Malko.

Au moment de sortir, il se ravisa.

— Puis-je téléphoner ?

— Bien sûr.

Il la suivit jusqu'à la pièce voisine, un bureau, où il composa le numéro de Mark Spencer. C'est Priscilla Clearwater qui répondit.

— Passez-moi M. Spencer, demanda Malko, très professionnel.

Trente secondes plus tard, il avait le chef de station de la CIA en ligne. Inquiet.

— Vous avez un problème ? s'enquit anxieusement l'Américain.

— Pas encore, répliqua Malko, mais je crois bien être suivi. Pouvez-vous m'envoyer une protection rapprochée pour m'escorter jusqu'à mon hôtel ?

— Bien sûr ! Où êtes-vous ?

Malko le lui expliqua et se retourna vers Cyrié Lizindé.

— J'ai appris depuis hier soir à être prudent. Cela va prendre environ une demi-heure.

## CHAPITRE XIV

Jean-Bosco Sagatwa passa une grosse langue rose sur ses lèvres épaisses et se pencha en avant, comme s'il craignait que Malko ne saisisse pas ce qu'il allait dire.

— Tout a commencé fin décembre 1993, commença-t-il. Grâce à ce qu'on a appelé les accords d'Arusha, signés le 4 août 1993, le gouvernement du président Habyarimana en place à Kigali avait scellé une trêve avec le FPR de Paul Kagamé qui occupait une partie du pays, au nord. Kagamé avait lancé depuis 1990, comme vous le savez, un mouvement de reconquête du Rwanda par les Tutsis, appuyé par l'Ouganda. Après de multiples péripéties, l'intervention de l'ONU et des pays voisins, tout le monde était tombé d'accord pour que ce conflit se termine par un accord politique incluant le partage du pouvoir, alors détenu entièrement par les Hutus, entre Tutsis du FPR et Hutus. Dans le cadre de cet accord, six cents hommes de l'APR – l'armée tutsie – avait reçu l'autorisation de s'installer en plein coeur de Kigali, dans l'enceinte du CND.

— Le parlement ? fit préciser Malko.

— Tout à fait. La Minuar – force d'interposition des Nations unies – devait veiller à ce qu'il n'y ait pas d'incident entre les deux parties et à ce que seules les armes légères soient tolérées en ville.

— Donc, pas de missiles sol-air ?

— Bien entendu ! Dans le détachement de l'APR cantonné au CND, il y avait des politiques et des militaires de grade élevé. Moi, je remplissais de nombreuses missions de liaison entre le camp Kanombé et le CND. C'est là que j'ai retrouvé le colonel Lizindé.

— Vous le connaissiez donc ?

— Bien sûr. Nous avons fait l'école militaire ensemble et nous sommes de la même ville, Biumba. Le Rwanda, c'est tout petit. Au début, nos rapports ont été assez froids, et puis, on a commencé à aller boire des bières ensemble au Cercle sportif et ça s'est réchauffé. Il se mettait en civil et je venais le chercher au CND.

— Vous faisiez cela pourquoi ?

Jean-Bosco Sagatwa eut un sourire rusé.



— Mes chefs voulaient des informations sur ce qui se préparait au CND. Ils savaient que Lizindé était au courant, de par son rôle, de beaucoup de choses. Et je pense que lui aussi avait des instructions de Paul Kagamé pour obtenir des informations sur les FAR.

Vieille histoire : deux barbouzes cherchant à se « tamponner » mutuellement. Pendant la guerre froide, c'est un jeu qui s'était beaucoup joué à Berlin, entre Allemands de l'Est et de l'Ouest.

— Continuez, fit Malko.

— Peu à peu, nous sommes redevenus copains ! expliqua le Rwandais. La situation était très tendue à Kigali, il y avait de nombreux meurtres. Tout le monde appréhendait ce qui allait se passer. Le président Habyarimana tergiversait, ne voulant pas abandonner le pouvoir, mais les Nations unies le pressaient d'agir. Nous parlions souvent de cela avec Lizindé. Celui-ci ignorait un fait essentiel me concernant. C'est que j'appartenais à l'*Akazu*.

— Qu'est-ce que c'était vraiment ? interrogea Malko.

— Un groupe de politiques et de militaires qui refusaient absolument de partager le pouvoir avec les Tutsis. Nous préférions la guerre civile. On se raccrochait à l'espoir qu'Habyarimana ne céderait pas à l'ONU. Mais, vers la fin mars, il nous a annoncé au cours d'une réunion secrète qu'il était obligé de céder aux Nations unies et qu'à son retour de Dar Es-Salaam, où il allait rencontrer les présidents du Burundi, de l'Ouganda, du Zaïre et de la Tanzanie, il annoncerait, dès le 8 avril, l'installation d'une autorité de transition comportant des représentants tutsis.

— Ça n'a pas été rendu public ?

— Non, il voulait attendre le dernier moment, s'assurer du concours de la Minuar. Mais, nous, à l'*Akazu*, nous avons compris que si nous ne faisons rien, nous perdrons le pouvoir. Il fallait donc éliminer Habyarimana avant qu'il annonce sa décision.

— Vous ne pouviez pas le faire tuer par des gens de la Garde présidentielle ?

— C'était gênant, avoua Jean-Bosco Sagatwa, le monde entier nous aurait cloués au pilori. Alors, j'ai eu une idée.

Il se tut, comme s'il hésitait à se livrer.

— Dépêchez-vous, dit Malko en lorgnant les gardiens, ils vont finir par nous interrompre. Quelle était votre idée ?

— Souvenez-vous que *personne*, à part une poignée de dirigeants hutus, ne connaissait les intentions d'Habyarimana. Un soir donc, où

je devais retrouver Lizindé, je suis arrivé, en apparence bouleversé. Nous avons bu, et, comme si je me laissais aller, je lui ai dit que je venais d'apprendre une nouvelle épouvantable. Le président Habyarimana, à son retour de Dar Es-Salaam, allait interrompre le processus de réconciliation et massacrer tous les Tutsis rwandais, afin de résoudre le problème une fois pour toutes ! Je lui ai dit que j'étais atterré, car, bien que hutu, j'avais de nombreux amis tutsis.

Malko imaginait la scène.

— Il vous a cru ? demanda-t-il.

Jean-Bosco Sagatwa inclina lentement la tête.

— Oui. Pour plusieurs raisons. D'abord, tout le monde savait que les plus extrémistes des Hutus préparaient depuis plusieurs mois le génocide des Tutsis. Radio Mille Collines lançait des appels au meurtre, renforcés par des articles dans la presse, et il y avait eu déjà plusieurs incidents. Même la Minuar était au courant.

— Et les Tutsis ne faisaient rien ?

— Ils ne pouvaient rien faire. Les FAR étaient hutues et le pouvoir avait armé des milices anti-Tutsis, les *Interahamwe*. Ils avaient dressé des listes de Tutsis, village par village, y incluant leurs sympathisants hutus. Quant à l'APR, elle n'était pas militairement capable de s'opposer à la liquidation des Tutsis.

— Lizindé ignorait vraiment votre appartenance à l'*Akazu* ?

— Oui, bien sûr. Il me prenait pour un Hutu modéré, je ne m'étais jamais mis en avant.

— Cependant, d'après l'acte d'accusation, fit Malko, vous étiez un des planificateurs de ce génocide programmé.

— Je défendais les miens, grommela Sagatwa, bougon, sans regarder Malko.

Frank Capistrano avait une fois de plus raison. Sagatwa ne méritait pas la corde pour le pendre. Malko surmonta son dégoût et demanda :

— Et ensuite ? Que s'est-il passé ce soir-là ?

— Rien. Nous nous sommes séparés. Il était très perturbé. Moi, je savais qu'il allait rendre compte à Kagamé. C'est ce que nous escomptions. Nous avons convenu de nous revoir le lendemain, mais il s'est décommandé. J'ai cru alors qu'il m'avait percé à jour. Mais il m'a appelé le surlendemain, en me disant qu'il avait dû aller à Mulindi, dans le Nord. Là où se trouvait Kagamé. Le soir, quand

nous nous sommes retrouvés, la première chose qu'il m'a dite, c'est :  
« Il faut tuer le président Habyarimana ! »

Il s'interrompit. Malko pouvait imaginer sa satisfaction. Faire liquider son ennemi par un autre ennemi, c'est le rêve absolu de tout manipulateur.

— Qu'avez-vous fait à ce moment ? demanda-t-il.

Sagatwa esquissa un sourire.

— Nous avons discuté technique. Moi, j'avais reçu des instructions et je savais où je devais l'amener. Mais il fallait le faire avec prudence. Alors, j'ai dit que nous avions pensé que le plus sûr, c'était d'abattre l'avion d'Habyarimana quand il reviendrait de Dar Es-Salaam. Il m'a approuvé. C'est alors que je lui ai dit que nous ne possédions ni missiles sol-air, ni personne capable de s'en servir.

— C'était vrai ?

— À moitié. Les Français nous avaient livré quinze Mistral, missiles très performants montés sur véhicules, mais nous n'avions pas de personnel entraîné pour les servir. En outre, les Français gardaient un œil dessus. Ils étaient sous bonne garde au camp Kanombé. En tout cas, il m'a dit qu'il allait réfléchir au problème et qu'on se reverrait le lendemain. C'était le 3 avril. Je sentais qu'il m'avait cru. D'ailleurs, Radio Mille Collines appelait tous les jours au meurtre des Tutsis.

— Et vous prépariez le meurtre de celui qui allait leur donner le pouvoir !

Une fois encore, Sagatwa ne répondit pas, continuant comme s'il n'avait pas entendu :

— Le lendemain, j'ai compris tout de suite que Lizindé avait parlé à ses chefs, sûrement à Kagamé en personne. Personne d'autre ne pouvait prendre une telle décision. Il m'a annoncé tout de go qu'il pouvait mettre à ma disposition deux missiles sol-air SAM-16 et leurs servants. Il pouvait les acheminer jusqu'au CND, à Kigali, mais je devais ensuite les prendre en charge.

— Vous aviez déjà décidé du *modus operandi* ?

— Non. Nous l'avons fait ce soir-là. C'était relativement simple. Il fallait tirer les missiles pendant l'approche finale de l'avion, juste avant l'aéroport. Nous connaissions les lieux tous les deux et nous sommes tombés d'accord que le lieu idéal était la colline de Masaka. Il restait alors deux problèmes à résoudre. D'abord, l'acheminement des missiles et du commando les servant, et, ensuite leur exfiltration.

Sur le premier point, j'avais déjà monté un schéma. Je m'étais lié. avec un sous-officier du contingent bengali de la Minuar. Il était de garde tous les soirs près du CND. J'ai donc été le trouver et je lui ai demandé s'il pouvait escorter une ambulance du CND jusqu'à l'entrée du camp Kanombé.

— Pourquoi aviez-vous besoin de lui ?

— Sans une escorte Minuar, on risquait d'être arrêté à un barrage.

Malko buvait ses paroles. C'était monstrueux et fascinant. Le Rwandais continua :

— Nous avons tout mis au point. J'avais un contact radio à Dar Es-Salaam. Il pouvait donc donner le « top » du départ du Falcon 50 présidentiel. C'est Lizindé qui a alors souligné qu'il était dangereux de mener cette opération de jour. J'y avais pensé sans trouver la solution. C'est lui qui me l'a fournie.

— Comment ?

— Il s'est fait fort de pouvoir retarder le départ de l'avion de Dar Es-Salaam, jusqu'à la tombée de la nuit. À ce stade, Kagamé était au courant. Or, il est extrêmement lié au président Museveni d'Ouganda qui participait à la réunion de Dar Es-Salaam. C'était assez facile pour lui de prolonger les discussions jusqu'à la nuit. Quand nous nous sommes séparés, tout était au point. J'ai rendu compte aux trois personnes qui étaient au courant de mon côté et on a commencé la préparation des actions qui devaient suivre la disparition d'Habyarimana.

Autrement dit, le génocide...

Un des militaires tanzaniens frappa à la glace de séparation avec la crosse de sa Kalach.

Jean-Bosco Sagatwa sauta sur l'occasion.

— Ils veulent que je retourne dans ma cellule, commença-t-il.

— Vous avez encore beaucoup de choses à me dire, fit sèchement Malko. Sinon...

Le Rwandais n'insista pas.

— Bien, fit-il. Le 6 avril, je me suis rendu au CND vers six heures trente. La nuit tombait. J'ai établi le contact avec le sous-officier bengali de la Minuar. Je lui ai donné un peu d'argent, je ne me souviens plus combien. Quelques minutes plus tard, l'ambulance s'est présentée à la sortie. À côté du chauffeur, j'ai reconnu Lizindé en civil. Moi, j'ai suivi avec ma Jeep. Nous avons traversé la ville par le boulevard Umouganda et ensuite la route de Kibungo, celle qui

longe l'aéroport et le camp Kanombé. Sans aucun problème, le véhicule de la Minuar nous ouvrait la route. À l'embranchement menant au camp, nous avons stoppé et j'ai dit aux gens de la Minuar que je n'avais plus besoin d'eux. Ils sont repartis vers la ville. Moi, je suis monté dans l'ambulance avec Lizindé et nous avons repris la route de Kibungo. Nous l'avons quittée pour la piste menant à la colline de Masaka. J'avais repéré un endroit pour garer l'ambulance. Une ferme coopérative occupée par des Français dans la journée. Le soir, il n'y avait personne.

Il s'interrompit, se retournant vers les soldats tanzaniens.

— Continuez ! intima Malko.

De mauvaise grâce, Jean-Bosco Sagatwa reprit son récit :

— Lizindé est descendu et a ouvert les portes de l'ambulance pour que les types du commando puissent descendre. Ils étaient cinq. Dont deux tireurs, équipés chacun d'un SAM-16, et un chef de tir. Ils sont partis dans la végétation de la colline et je suis resté seul avec Lizindé. Je n'arrivais pas à croire que cela allait réussir. J'ai pensé à un de mes camarades qui se trouvait dans l'avion... Le chef d'état-major des FAR et aussi mon patron à la Garde présidentielle. Mais nous ne pouvions pas rater cette opportunité...

— Quelle heure était-il ? demanda Malko.

— Huit heures moins le quart environ. Nous avons attendu, il faisait nuit noire. J'étais très nerveux, car je savais que plusieurs avions devaient se poser dans le même créneau horaire, dont un Hercules C130 de l'armée belge. Et puis, on a entendu un bruit léger de réacteur, sur notre droite. J'ai levé les yeux et j'ai vu les feux de position d'un avion, assez haut dans le ciel, qui se préparait à atterrir. Cela a été très vite. Il y a eu une explosion, puis une seconde. L'avion a pris feu, et il a disparu vers l'ouest. Nous avons entendu le bruit quand il s'est écrasé. Très peu de temps après, le commando est revenu. Ils avaient laissé les étuis des SAM-16 sur place. Normalement, ils devaient reprendre l'ambulance et regagner le CND. À ce moment, Lizindé m'a dit qu'ils avaient décidé d'appliquer un autre plan. Seul le chauffeur de l'ambulance allait repartir avec. Eux s'infiltreraient en passant par le sud de la colline de Masaka, vers Kisukiro et Gikondo. Une zone très boisée, sillonnée de dizaines de pistes. Ils sont partis immédiatement. Avant de nous séparer, Lizindé m'a étreint et m'a dit : « Merci. »

— Ils se sont méfiés, remarqua Malko. Vous aviez préparé un piège ?

— Oui, reconnut Jean-Bosco Sagatwa. Quelques-uns de mes hommes les attendaient sur la route de Kibungo. L'idée était de les intercepter et de les tuer. De cette façon, la responsabilité de l'attentat aurait été supportée par le FPR. L'ambulance a bien été interceptée, mais seul le chauffeur était à bord. Ils l'ont tué, bien sûr, mais cela ne servait à rien. Les autres ont pu s'échapper, grâce à l'obscurité.

— Quand est-ce que Lizindé a compris qu'il s'était fait avoir ? demanda Malko.

— Je ne sais même pas s'il l'a su avant de mourir, fit Sagatwa. Nous étions quatre seulement à connaître les véritables intentions d'Habyarimana. Même Paul Kagamé ne l'a peut-être pas su.

Ironie du sort : Paul Kagamé, chef des Tutsis, avait fait assassiner le défenseur des Tutsis dans le camp hutu et déclenché un abominable génocide, cela en croyant sauver les siens !

De nouveau, le soldat tanzanien frappa à la glace de séparation. Malko se pencha vers son vis-à-vis.

— Il me manque encore quelque chose ! rappela-t-il. Qui était le chef du commando ?

— Un Américain, laissa tomber Jean-Bosco Sagatwa. Il s'appelait Walter Park.